

L'essai annoncé d'une arme chinoise antisatellite suscite l'inquiétude

Les Etats-Unis, le Japon, l'Australie et la Corée du Sud ont fait part hier de leurs inquiétudes après l'annonce, par les services de renseignements américains, que la Chine avait procédé avec succès à son premier essai d'une arme capable de neutraliser les satellites. Après une information parue dans l'hebdomadaire *Aviation Week*, un haut responsable de la Maison Blanche a annoncé que des agences d'espionnage américaines avaient constaté que la Chine avait testé, le 11 janvier, une arme capable de détruire des satellites. La Chine a affirmé hier que son programme spatial ne représentait pas une "menace" pour les autres pays, refusant cependant de dire si elle avait procédé à son premier essai d'une arme capable de neutraliser les satellites. "Il n'y a aucune raison de se sentir menacé" par le programme spatial chinois, a dit à des journalistes le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

"Pour l'instant nous n'avons pas reçu de confirmation", a-t-il ajouté, interrogé sur l'annonce par les services de renseignements américains que la Chine avait procédé avec succès à son premier essai d'une arme capable de neutraliser les satellites. Pour sa part, le ministre russe de la Défense Sergueï Ivanov a qualifié cette information de "rumeurs". "Je



crains fort qu'elles ne soient sans fondement (...) Les rumeurs sont assez exagérées", a dit M. Ivanov, ajoutant que "la Russie est opposée et continuera à s'opposer à toute militarisation de l'espace". Lors de cet essai, les Chinois, selon les agences de renseignement américaines, ont détruit un vieux satellite météo chinois avec une charge lancée par un missile balistique. La collision a eu lieu à quelque 800 km au-dessus de la Terre. Jusqu'à présent, les Etats-Unis et l'ancienne Union soviétique sont les seuls pays à avoir démontré leur capacité de détruire des objets dans l'espace. L'entrée de la Chine dans ce club fermé, si cela était confirmé, ne manquerait pas de relancer le débat sur la militarisation de l'espace. "Les Etats-Unis estiment que la mise au point par la Chine

et l'essai de telles armes sont contradictoires à l'esprit de coopération auquel aspirent nos deux pays dans le domaine de l'espace civil", a déclaré à Washington Gordon Johndroe, porte-parole du Conseil à la sécurité nationale de la présidence américaine. A Tokyo, le porte-parole du gouvernement, Yasuhisa Shiozaki, a lui aussi exprimé ses "inquiétudes". "Du point de vue de l'exploitation pacifique de l'espace et de celui de la sécurité internationale, nous éprouvons des inquiétudes à ce sujet", a-t-il déclaré. Le chef de la diplomatie nipponne, Tarō Asō, a relaté une conversation avec le ministère chinois des Affaires étrangères assurant que ses intentions étaient pacifiques. "La Chine fait constamment usage de l'espace à des seules fins pacifiques", a

assuré le ministère chinois à Tarō Asō, a précisé ce dernier. Le ministre japonais a cependant regretté ne pas avoir été informé que l'essai allait avoir lieu. La façon dont cet essai a été mené "est discutable du point de vue de l'utilisation pacifique de l'espace car la dispersion de débris peut être source de problèmes", a ajouté devant la presse M. Asō. Le rejet de débris avait été l'une des raisons principales qui avait poussé les Etats-Unis et l'Union soviétique à mettre un terme à leurs essais. Les derniers ont eu lieu dans les années 80. Le gouvernement australien a quant à lui convoqué l'ambassadeur de Chine, Mme Fu Ying. "La capacité de détruire des satellites dans l'espace n'est pas conforme à l'opposition traditionnelle de la Chine à la militarisation de l'espace", a déclaré à la presse le ministre australien des Affaires étrangères, Alexander Downer. Le ministre a également fait part de son "inquiétude" sur la possibilité de collisions entre des débris de satellites détruits et des satellites actuellement en fonction, "qui sont des équipements très coûteux", a-t-il rappelé.

La Corée du Sud "a transmis ses inquiétudes au gouvernement chinois", a dit un porte-parole du ministère sud-coréen des Affaires étrangères, Lee Young-soo.

Les Suisses réunis à huis clos pour relever l'impôt sur les fortunes exilées

Les 26 cantons suisses étaient réunis à huis clos hier pour décider d'un doublement éventuel de l'impôt que versent les grandes fortunes étrangères installées sur leur sol, en pleine polémique sur les exilés du fisc. Le secret est bien gardé autour de la réunion, dont on ignore jusqu'au nom de la ville où elle a lieu. La décision des cantons devait être annoncée en fin d'après-midi par un communiqué. Durant leur conférence, les directeurs cantonaux des finances devaient discuter d'une proposition de doublement des recettes tirées du "forfait fiscal", un dispositif dont bénéficient quelque 3.600 riches étrangers, dont bon nombre de personnalités connues. Le forfait fiscal défraye la chronique en France comme en Suisse depuis que le rocker Johnny Hallyday a reconnu le mois dernier qu'il s'exilait dans la station huppée de Gstaad (ouest) afin d'échapper au fisc hexagonal. Les cantons suisses, qui disposent d'une large autonomie en matière fiscale, se livrent entre eux une âpre concurrence pour attirer entreprises et particuliers. Réservé aux seules grandes fortunes étrangères, le forfait fiscal est négocié entre le contribuable et les autorités locales, qui taxent son "train de vie", une variable plutôt aléatoire. Mais les cantons sont divisés: certains, comme le canton de Vaud (ouest, chef-lieu Lausanne), s'opposent à une augmentation du forfait. Avec plus d'un million de contribuables, ce canton rassemble à lui seul près du tiers des bénéficiaires suisses du forfait fiscal, souvent installés dans de luxueuses villas sur les rives du lac Léman. Son voisin de Genève, qui applique déjà un forfait fiscal plus élevé et tend à perdre des gros contribuables au profit de Vaud, souhaite au contraire une augmentation.

La proposition discutée hier inciterait les cantons à appliquer les mêmes niveaux d'imposition d'un bout à l'autre du pays, mais ne serait pas juridiquement contraignante, a déclaré lundi le secrétaire de la conférence, Kurt Stadler, qui juge le montant du forfait sous-évalué par rapport à la fortune de ses bénéficiaires. Les Suisses devraient éviter toute mesure brutale qui risquerait de pénaliser les rentrées fiscales nationales au profit d'autres destinations alléchantes comme la Belgique ou le Royaume-Uni. "A mon avis, ils ne vont pas augmenter drastiquement les forfaits, ils vont simplement essayer d'uniformiser leurs pratiques", prévoit le fiscaliste Philippe Kenel, de l'Etude Python Schifferli Peter. L'augmentation pourrait aussi ne s'appliquer qu'aux nouveaux arrivants, afin de ne pas doubler du jour au lendemain l'impôt acquitté par des contribuables de longue date. "Si ça double, il y en a pas mal qui partiront", prévoit M. Kenel. Les forfaits fiscaux ont rapporté environ 260 millions de francs suisses (162 M EUR) aux cantons en 2004, soit quelque 75.000 FS (47.000 euros) en moyenne par contribuable concerné. La proposition de réforme a été préparée de longue date, mais elle se retrouve sous les feux de l'actualité à la suite de l'affaire Hallyday et des attaques du député français Arnaud Montebourg, porte-parole suspendu de la candidate socialiste Ségolène Royal, qui avait estimé que Berne "procède à un véritable pillage économique" de ses voisins. Les forfaits fiscaux ont également déclenché une polémique en Suisse même, où la ministre de l'Economie, Doris Leuthard, a jugé cette pratique "discriminatoire" envers les Suisses, comme le champion de tennis Roger Federer, qui ne peuvent en bénéficier.

SOMALIE

Des chefs de guerre commencent à rendre leurs armes à Mogadiscio

Des chefs de guerre somaliens ont commencé à rendre des armes à Mogadiscio, dont 70 véhicules armés, 120 mortiers et un char, a affirmé hier à l'AFP le porte-parole du gouvernement somalien, Abdurahman Dinari. "Nous avons reçu beaucoup d'armes, dont des mortiers, des armes automatiques et des batteries anti-aériennes. La plupart des chefs de guerre ont rendu leurs armes au gouvernement et nous attendons que les autres en fassent autant", a-t-il ajouté. "Les chefs de guerre ont rendu 70 "tech-

nicals" (véhicules armés de mitrailleuses ou d'artillerie), 120 mortiers, un char et des véhicules blindés", a-t-il énuméré.

Le 12 janvier, les principaux chefs de guerre à Mogadiscio ont accepté de rendre leurs armes au gouvernement somalien de transition et d'intégrer leurs hommes dans les forces nationales de sécurité. Depuis le début de la guerre civile en Somalie en 1991, les Somaliens s'armant et s'enrôlent comme miliciens et gardes du corps auprès de ceux qui peuvent les payer, chefs de clans, commer-

çants, riches propriétaires, humanitaires ou journalistes de passage. Mais ils se servent tout autant de leurs armes pour rançonner les habitants de Mogadiscio.

Les chefs de guerre faisaient régner la terreur sur la capitale depuis le début de la guerre jusqu'à la prise de la ville par les islamistes en juin-juillet 2006. Ils ont ensuite déserté la capitale, avant d'y revenir il y a quelques semaines à la faveur du départ des islamistes devant l'avancée des troupes éthiopiennes et somaliennes.

Jalal Talabani plaide pour un dialogue entre les Etats-Unis et l'Iran

Le président irakien, Jalal Talabani, a affirmé dans un entretien hier que son pays ne souhaitait pas devenir un "champ de bataille" entre l'Iran et les Etats-Unis et invité les deux pays au dialogue.

"Nous ne voulons pas que les relations entre l'Iran et les Etats-Unis évoluent vers un conflit ayant pour champ de bataille le territoire irakien", a dit M. Talabani dans un entretien au quotidien panarabe *Al-Hayat*. Les Etats-Unis accusent régulièrement l'Iran d'ingérence en Irak et de déstabiliser le pays, ce que dément Téhéran. Durant sa visite à Téhéran fin novembre, les responsables iraniens ont fait part de leur "disposition à aboutir à une entente avec les Etats-Unis sur des (questions allant de) l'Afghanistan jusqu'au Liban, afin de trouver des solutions satisfaisantes aux deux parties", a dit M. Talabani dans cet entretien recueilli à Damas, où il est en visite depuis dimanche. M. Talabani a indiqué qu'il "pourrait ses efforts pour que le dialogue



s'instaure entre l'Iran et les Etats-Unis et que les deux pays parviennent à s'entendre sur les moyens d'assurer la stabilité et la sécurité de l'Irak". Selon lui, deux tentatives de tenir des rencontres entre Iraniens et Américains ont échoué l'an dernier. Le pré-

sident irakien a par ailleurs affirmé que l'Iran et la Syrie avaient commencé à "aider le gouvernement irakien à lutter contre la violence confessionnelle". Le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, en tournée dans la région, a déclaré jeudi à Manama avoir affirmé aux dirigeants des Etats du Golfe, que l'Iran "avait été trop loin". Mais quant à la possibilité d'un dialogue avec Téhéran, il a affirmé que Washington devait se renforcer avant tout contact avec l'Iran. D'autre part, le président Talabani a déclaré que la violence confessionnelle dans son pays avait touché plus les chiites que les sunnites, affirmant que plus de 20.000 civils irakiens ont été tués entre janvier et novembre 2006. "Entre le 1^{er} janvier et le 20 novembre 2006, 20.101 personnes ont été tuées dans les violences, parmi lesquelles 15.522 chiites (soit 77% des victimes), 2.138 sunnites (soit 11%) et 2.442 (soit 12%) entre "Kurdes, chrétiens et autres", a-t-il affirmé.

Assassinat du journaliste turc d'origine arménienne Hrant Dink

Le journaliste turc d'origine arménienne, Hrant Dink, plusieurs fois poursuivi par la justice turque et devenu la cible des milieux nationalistes, a été tué par balles hier par un inconnu à Istanbul, a annoncé à l'AFP une source de l'hebdomadaire *Agos* qu'il dirigeait. "On lui a tiré dessus devant le journal, il est mort", a déclaré l'employée d'*Agos* en pleurs, qui n'a pu fournir d'autres précisions. M. Dink, âgé de 53 ans, était connu et respecté dans le milieu du journalisme en Turquie. Il a fait l'objet de plusieurs poursuites en raison de ses propos sur les massacres d'Arméniens commis sous l'empire ottoman, qu'il a qualifiés de "génocide", une position lui valant l'hostilité des nationalistes turcs. Selon les chaînes de télévision, deux balles l'ont frappé à la tête et deux autres au corps, le tuant sur le coup devant les locaux du journal d'expression arménienne situés à Sisli, sur la rive européenne de la métropole. La police recherche un jeune homme de 18 - 19 ans coiffé d'un béret blanc et vêtu d'une veste en jean, selon la chaîne d'information NTV. Selon les images diffusées par les télévisions, une bache blanche a été jetée sur le corps de la victime gisant au sol et un périmètre de sécurité a été établi par la police. Des propos tenus par M. Dink à une agence de presse internationale lui avaient valu en septembre dernier de nouvelles poursuites et il risquait trois ans de prison. Interrogé sur la nature des massacres d'Arméniens commis en Anatolie lors de la Première guerre mondiale, M. Dink avait affirmé dans l'entretien : "Bien sûr, je dis que c'est un génocide. Parce que le résultat identifie ce que c'est et lui donne un nom. Vous pouvez voir qu'un peuple qui a vécu sur ces terres pendant 4.000 ans a disparu". Le journaliste était poursuivi au titre de l'article 301 du code pénal, qui a servi de base à des procédures judiciaires contre de nombreux intellectuels critiquant la thèse officielle sur la question arménienne. La question arménienne est particulièrement sensible en Turquie, qui rejette l'emploi du terme "génocide" pour qualifier ces incidents survenus pendant les dernières années de l'empire ottoman.